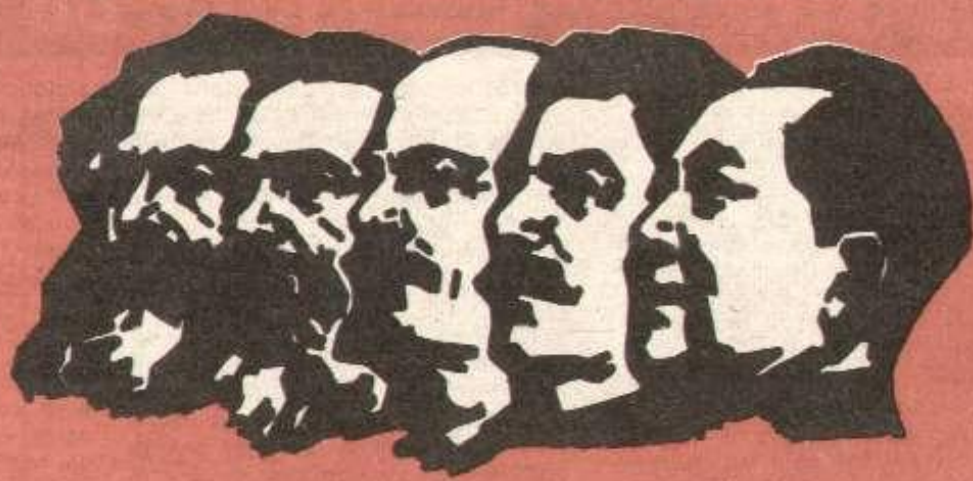


# front rouge

organe central  
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 151 10 AVRIL 1975 - CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 2,00 F

**PARTOUT,  
MANIFESTONS  
NOTRE  
SOUTIEN  
AUX  
PEUPLES  
D'INDOCHINE**



Des habitants de Hué accueillant le G.P.R.



**A L'ACTION CONTRE LE CHOMAGE**

# CONTRE L'EXTENSION DU CHOMAGE, ORGANISONS-NOUS !

**OUVRIERS, CHOMEURS, TRAVAILLEURS, TOUS UNIS CONTRE LE CHOMAGE !**

Près de 1 200 000 chômeurs, 174 000 journées de chômage partiel en décembre, des petites entreprises continuent à fermer, les grosses entreprises « modernes » recourent de plus en plus souvent au chômage partiel accompagné d'augmentation des cadences. C'est le moyen qu'ont trouvé les patrons pour baisser les salaires, sans diminuer le taux horaire des ouvriers. Cette mesure conjuguée à l'augmentation du nombre total des chômeurs aboutit à une baisse considérable de la masse salariale totale, à une baisse du pouvoir d'achat global des travailleurs. Elle aboutit à une baisse de la consommation des masses, on achète moins d'appareils électroménagers, moins de vêtements, on laisse la voiture au garage, la qualité et la quantité d'aliments consommés par les familles populaires diminuent. Pendant ce temps les trusts capitalistes réorientent leur activité, liquident les secteurs jugés peu rentables, modernisent les autres et s'engagent dans une bataille acharnée avec leur concurrent étranger pour

décrocher des marchés dans les autres pays capitalistes et dans les pays du Tiers Monde. C'est cela les restructurations et le redéploiement capitaliste : chômage, baisse du pouvoir d'achat, intensification du travail, détérioration des conditions de travail.

Cette évolution n'est pas un phénomène passager, transitoire, prévoyant une relance de l'économie, les experts bourgeois l'avouent : il n'est plus possible de maintenir le rythme du « développement » connu pendant plusieurs années, il faut s'installer dans une longue période de développement limité et de récession pour certains secteurs. Aujourd'hui, la bourgeoisie ne peut plus maintenir sa domination en donnant quelques miettes de ses superprofits à cette aristocratie ouvrière qui lui a été si utile pour maintenir sa domination idéologique sur la classe ouvrière.

L'idée de « société de consommation » masquant l'appauvrissement constant de la classe ouvrière n'est plus avancée, maintenant, tout ce que peuvent nous promettre les capitalistes c'est l'augmentation du chômage et la baisse du salaire réel. Certains experts bourgeois

annoncent plus de 1 million de chômeurs recensés à la fin de l'année, soit plus de 1 700 000 chômeurs réels. La seule perspective qui nous est proposée c'est de serrer les coudes avec nos exploitateurs, d'accepter les restrictions, d'entrer dans la collaboration de classes.

Mais cette politique de crise, la classe ouvrière n'est pas prête à l'accepter, les luttes partielles encore limitées qui se déroulent préparent les affrontements plus amples qui ne vont pas manquer de se produire. Pour l'instant, la bourgeoisie bénéficie encore des divisions qu'elle a su créer en appliquant sa politique de crise, plusieurs catégories d'ouvriers ont été artificiellement créées, les ouvriers en activité souvent touchés par les mesures de chômage partiel, les chômeurs indemnisés à 90 % et ceux qui espèrent l'être, les chômeurs inscrits et indemnisés au tarif de misère des ASSEDIC, les intérimaires qui sont des chômeurs indemnisés, et tous ceux qui n'ont rien, jeunes à la recherche d'un premier emploi, ménagères forcées, immigrés sans contrat, « irréguliers », qui souvent ne sont même pas recensés comme demandeurs d'emploi. La forte demande d'emploi

des chômeurs servant de moyen de pression sur les ouvriers en activité.

La bourgeoisie bénéficie également d'un allié puissant pour contenir les luttes : les partis de gauche, laissant volontairement les travailleurs dispersés et sans perspectives devant la lutte d'ensemble qu'il est nécessaire d'engager. Le P.C.F. s'oppose, dénigre les luttes contre les licenciements lorsqu'il n'en a pas la direction (Piron à Bretoncelles). Dans les usines où il est dominant (Grandin, SATAM), derrière un soutien réel à l'intérieur de l'usine, il cache une volonté consciente d'empêcher tout contact avec la population, manifestation dans les rues désertes, interdiction de pénétrer dans l'usine à tous les travailleurs extérieurs, interdiction à toute organisation qui n'est pas sous-direction révisionniste de discuter avec les ouvriers en lutte, etc. Si dans l'usine en lutte il est généralement obligé de reprendre les revendications des grévistes, quelques « non aux licenciements » dans la propagande extérieure, le P.C.F. explique qu'il faut lutter pour des licenciements avec reclassements (reclassement où ? quand il y a déjà plus d'un million de chômeurs), qu'il faut lutter pour le droit de contrôle sur les licenciements (les travailleurs vont-ils maintenant décider eux-mêmes si leur usine n'est pas rentable et leurs licenciements « justifiés » et entrer ainsi dans la logique capitaliste de la collaboration de classes). P.S. et P.C. sont d'accord pour imposer ces revendications aux plateformes confédérales de la CGT et de la CFDT. Les 100 meetings qu'ils préparent dans toute la France ne visent pas à mobiliser les travailleurs dans la perspective d'un développement large des luttes, l'objectif de ces rassemblements, c'est de montrer qu'avec un gouvernement de gauche et l'application du programme commun de gouvernement il sera possible de mettre en place des réformes économiques susceptibles de développer l'emploi.

réagir maintenant dès qu'une section syndicale subit la répression patronale, maintenir les travailleurs licenciés dans leurs sections syndicales jusqu'à leur réintégration, développer toutes les initiatives dans l'usine visant à la mobilisation et la syndicalisation massive des ouvriers. Plus largement encore que dans les entreprises, il est possible de rassembler, **autour des ouvriers en activité**, d'autres couches de la classe ouvrière et de la population, également victimes de la politique de crise de la bourgeoisie : les chômeurs n'ayant plus de contact avec leur ancienne entreprise, les femmes sans emploi, les jeunes des CET, chômeurs en puissance à partir de juillet, les employés (PTT, Hôpitaux), dont les conditions de travail et d'emploi se rapprochent de plus en plus de celles des ouvriers, des familles ouvrières où il y a souvent au moins un des membres qui subit le chômage, les étudiants, les lycéens, les enseignants et intellectuels progressistes désireux de soutenir la lutte de la classe ouvrière. Egalement les petits paysans qui subissent très durement la politique de crise de la bourgeoisie doivent participer aux côtés de la classe ouvrière à la lutte, avec qui il est possible en outre d'organiser des circuits de distribution de produits agricoles. Cette unité populaire contre le chômage, non pas dans le sens révisionniste et réformiste d'alliance électorale, mais dans le sens d'une alliance de classe des masses populaires autour de la classe ouvrière, nous proposons de la matérialiser par la constitution de **comités de lutte contre le chômage** regroupant toutes ces couches avec des ouvriers en activité et des syndicalistes pour lutter sur les mots d'ordre, dont les principaux sont :

- HALTE AU CHOMAGE ! A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE.
- OUVRIERS, CHOMEURS, TOUS UNIS CONTRE LE CHOMAGE !
- NON AUX LICENCIEMENTS !
- DU TRAVAIL POUR TOUS !
- LA SEMAINE DE 40 H IMMEDIATE SANS DIMINUTION DE SALAIRE !
- BAISSSE DES CADENCES, SUPPRESSION DU SALAIRE AU RENDEMENT !
- LA RETRAITE A 50 ANS POUR LES FEMMES ET LES TRAVAUX PENIBLES OU POSTES, A 55 ANS POUR LES AUTRES, PAYEE A 80 % DU SALAIRE DES CINQ MEILLEURES ANNEES ET AU MOINS EGAL AU SMIC !
- EMBAUCHE IMMEDIATE, DEFINITIVE ET SANS CONDITION DES TRAVAILLEURS SOUS CONTRAT, DES INTERIMAIRES ET DES AUXILIAIRES !

Avec ces Comités de Lutte contre le chômage conjugués à la lutte dans les entreprises, nous pourrions riposter :

- aux licenciements collectifs et aux fermetures par les occupations d'usine, par le soutien et la participation de la population à la lutte ;
- aux expulsions dans les quartiers de plus en plus fréquentes du fait de la baisse des salaires par le chômage ;
- contre la hausse des prix des produits alimentaires par l'alliance avec les petits paysans.

C'est dans cette voie que nous briserons l'isolement des luttes et la division des travailleurs, c'est dans cette voie que notre Parti appelle à s'engager pour la construction d'un mouvement de grande ampleur contre le chômage.

Denis MOISSET



Manifestation des travailleurs de Garnier contre le chômage.

## CEM (Lyon) : Lutte contre le chômage partiel et les licenciements

Depuis plus d'un mois, les travailleurs de CEM électronique sont en lutte, 90 % des ouvriers participent à la lutte, des débrayages d'une heure par jour. Leurs revendications :

- 150 F pour tous et 3 %,
- suppression des OS 1 et passage de tous dans la catégorie supérieure,
- garantie de l'emploi,
- harmonisation des salaires sur les autres usines CEM.

A la CEM électronique, le problème des classifications est important : les OS, en majorité des femmes, font, à longueur de journée, des petites soudures sur des circuits imprimés. Un travail épuisant nerveusement. Une femme ne peut devenir OP. Elles sont donc au premier rang de la lutte.

\*

PETERCEM, usine d'appareillage léger électromécanique, touchée par le chômage partiel depuis bientôt cinq mois (32 h et 36 h, 15 jours de chômage à Noël), connaît aujourd'hui une lutte contre l'introduction du salaire au rendement.

Depuis plusieurs mois, malgré le chômage partiel, on assistait dans la boîte à des augmentations de ca-

dences sur les chaînes de montage, sur les bobineuses... Des chronométrateurs partout, l'introduction de nouvelles machines automatiques... Depuis un mois, la direction institue des BONS DE TRAVAIL, en commençant par les ateliers non combattifs pour éviter toute riposte.

Mais, une note confidentielle de la direction « tombée heureusement » dans les mains des organisations syndicales, dévoilait la véritable nature de ces bons de travail et leurs conséquences : réintroduire le salaire au rendement que la lutte des travailleurs avait aboli, voici une dizaine d'années.

A l'initiative des syndicalistes révolutionnaires, rapidement, sur un atelier, les gars refusent massivement de remplir ces bons de travail. Le lendemain matin, l'atelier est convoqué par la maîtrise : « Ce que vous faites est très grave. Et de plus, ces bons de travail ne visent qu'à améliorer la gestion de l'entreprise. » Les gars rigolent doucement. Quelques heures après, au cours d'un débrayage pour nos revendications, un jeune ouvrier explique la lutte de son atelier et appelle à généraliser sur toute l'usine. Les travailleurs présents sont tous d'accord car, depuis un mois, c'était véritablement la volonté massive des ouvriers, mais pour certains délégués CGT, « les gars ne sont pas

prêts », ou « on ne sait pas si c'est pour le salaire au rendement » (alors qu'ils avaient la lettre !).

Au départ, l'attitude « concept-pilate » des révisionnistes (« faites ce que vous voulez, on verra bien »), s'est rapidement, sous la volonté de TOUS les travailleurs, transformée en attitude permettant une lutte de longue durée.

La direction, le lendemain matin, refusait de réunir le Comité d'Entreprise, et ne cédait que sous la menace d'un procès-verbal pour entrave. Retardant la distribution des payes de mars pour sortir une « information au personnel », la direction se démasquait en déclarant : « Il est vrai que nous étudions un projet permettant de rémunérer le personnel d'après ses capacités. » Aujourd'hui, le refus des bons de travail est général, et les gars savent bien que si nous tenons, la direction sera obligée de stopper son opération, et cette victoire permettra sûrement, d'une part l'UNITE de tous pour nos revendications essentielles (1 900 F pour 40 heures, paiement intégral des heures chômées, 200 F pour tous...), et d'autre part, sur cette base, leur satisfaction.

**RENAULT (Le Mans)**

(par Pierre MOREL et Yvon CHEVET)

**LES OUVRIERS S'INTERROGENT SUR LE CONTENU DES NÉGOCIATIONS ENTRE LA RÉGIE ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES**

Lundi 8 avril, la première réunion de travail prévue par la direction pour résoudre le conflit va se tenir et examiner un des points chauds du conflit Renault : la révision des basses catégories. Une des aspirations les plus fortes des OS du Mans avec les 250 F uniformes pour tous, est la remise en cause du système de division des salaires des centaines d'échelons. Ils réclament une grille unique selon le principe : « A travail égal, salaire égal ». La direction a prévu de négocier pendant deux ou trois semaines par une suite de réunions afin de faire poirir le mouvement, tendant à conditionner la tenue des diverses réunions à l'arrêt du coulage des cadences. Avoir accepter cette tactique de la direction, c'est lui donner des armes contre le mouvement. La direction n'a lâché que 12 F par mois de prime qui s'ajoutent aux 22,50 F d'augmentation déjà annoncée et aux 2,10 F d'indemnisation de chômage partiel pour Flins-Cléon-Sandouville-Billancourt, avec en plus 0,95 F pour ceux qui ont des personnes à charge. Mais rien pour Le Mans, rien sur les licenciements à Billancourt. Pour la direction de Renault et le gouvernement, tout est fait pour briser par tous les moyens cette nouvelle lutte des OS du Mans qui refusent massivement la politique de chantage à la crise de la bourgeoisie.

Renault peut payer, il a assez d'argent pour racheter Gitane et Motobécane, il en aura assez pour

donner un salaire correct aux ouvriers. Les ouvriers refusent le chantage au lock-out par l'occupation de l'usine, le temps de celui-ci, et le coulage des cadences le reste du temps. Ils sont soutenus par les professionnels, ainsi que par les travailleurs de la section tracteurs de Pontlieue qui débrayent une heure par jour par solidarité. Ils remettent en cause la paupérisation que veut mettre en place la bourgeoisie pour financer son redéploiement.

En exigeant 250 F uniformes pour tous, ils refusent la politique de crise de la bourgeoisie et le chantage au chômage. Ils rejettent les conditions de travail imposées aux OS, les classifications de division de la Régie ; ils réclament leur révision suivant le principe « à travail égal salaire égal » - insistant en particulier sur les hausses des bas salaires. A la veille de cette réunion, deux meetings, un le matin, un l'après-midi, ont eu lieu appelant à poursuivre le coulage des cadences en présence de nombreux ouvriers. A cette occasion, la CGT oubliant la revendication de l'augmentation des 250 F, préparant en cela le compromis « acceptable » en vue des négociations du lendemain... Les pressions de la confédération commencent à se faire sentir. Elle a aussi promis le paiement intégral du lock-out, sans préciser à partir de quand. A ce qu'il semble, ce serait par une action juridique après la reprise, ce qui impliquerait donc la reprise sans qu'il y ait paiement du lock-out.

A midi, à la sortie de la cantine, les réactions sont diverses, mais ce qui l'emporte, ce qui est durement ressenti par les travailleurs, ce sont tous les mensonges qui ont été colportés par la presse tout au long du conflit renforçant l'isolement du Mans. En particulier, un numéro de « Spécial dernière » sur la prostitution qu'il y aurait à la sortie de l'usine, mensonges inventés de toutes pièces, a rendu les ouvriers particulièrement vigilants face aux « journalistes ».

Après des explications sur notre journal « Front Rouge », les discussions sont engagées avec un certain nombre d'ouvriers. A la veille des négociations, certains travailleurs commencent à manifester leur inquiétude quant à l'issue de la lutte ; en effet, la grève dure depuis plus de huit semaines et la paie a été maigre (la moitié du salaire), un certain sentiment d'isolement pèse sur l'usine.



Par rapport à la classe ouvrière du Mans d'abord. En effet, sous prétexte qu'il y avait beaucoup de fermetures au Mans, qu'à Renault il y avait du travail, que c'était les salaires les moins bas de la région, aucune action commune, aucune manifestation en ville n'a été organisée par les directions syndicales pour construire cette unité des Renault avec le reste de la classe ouvrière du Mans. Par rapport à Billancourt ensuite, les ouvriers du Mans ne comprennent pas pourquoi leurs revendications qui correspondent aux intérêts de tous les ouvriers de la Régie ne sont pas généralisées et pourquoi la grève n'a pas été étendue à toutes les usines, alors que les conditions étaient favorables. Le soir à la télévision, Edmond Maire et Georges Ségué, réconciliés après la déclaration calculée de Maire faisant état de divergence à l'intérieur de la CGT, pou-

vaient, au moment où la politique d'isolement du Mans porte ses fruits, appeler au soutien tout en préparant le terrain à la reprise par le compromis « acceptable ». Rien n'est joué, car beaucoup ne sont pas décidés à reprendre pour 34,50 F

**LES REVENDICATIONS**

- 250 F UNIFORMES POUR TOUS MENSUELS !
- REVISION DES CLASSIFICATIONS
- PAIEMENT DU LOCK-OUT A 100 % !
- REINTEGRATION DES LICENCIÉS DE BILLANCOURT

par mois. Il faudra, de toutes les façons, que les travailleurs du Mans tirent le bilan de la politique révisionniste et réformiste dans leurs luttes : tout faire pour limiter les aspirations des travailleurs dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie (ils appellent cela « être responsable », « être réaliste » et aujourd'hui pour eux 250 F d'augmentation uniforme ce n'est pas « réaliste ») ; empêcher tout mouvement d'ampleur de la classe ouvrière de peur que les aspirations révolutionnaires, en germe aujourd'hui, ne se révèlent avec plus de netteté, de peur que la classe ouvrière ne prenne encore plus conscience de sa force et que sa remise en cause de la vieille société d'exploitation ne s'approfondisse et n'aille plus loin que le replâtrage bourgeois proposé par le programme commun.

Le Mans, 7 avril.

**L'USINE RENAULT DU MANS**

Usine construite en 1936, elle comprend aujourd'hui 9 600 ouvriers. Deux sections : une, fabriquant des trains-avant et des trains-arrière pour tous les véhicules Renault, ce qui explique la position clé de cette usine dans le trust, l'autre section à Pontlieu fabricant des tracteurs.

Aujourd'hui, face à la combativité des ouvriers, la tactique de la Régie est d'empêcher toute extension de l'usine et de réduire le personnel par des mises en retraite anticipées. L'usine a eu jusqu'à 12 000 ouvriers, soit 2 400 de plus que l'effectif actuel.

Composition de l'usine : 80 % des ouvriers habitent en HLM, mais l'habitat est dispersé dans différents villages aux alentours.

**Le chômage dans la Sarthe**

7 000 travailleurs (sur 150 000) inscrits aux Agences de l'emploi dont 3 550 jeunes ; 47 000 journées de chômage partiel en décembre dernier, 22 entreprises menacées ; tel est le cadre dans lequel prend place la lutte des ouvriers de Renault Le Mans. Avec 5 % de chômeurs, la Sarthe est en effet un des départements les plus touchés par le chômage. Avec les 24 h du Mans, Renault, les assurances, le secteur automobile est de loin le premier secteur dans la Sarthe loin devant... les rillettes !!

Aussi les difficultés économiques qui se manifestent dans ce secteur ont des conséquences particulièrement aigües dans le département. Aux « isolants français », sous-traitant de Renault, les horaires sont réduits à 32 h, 20 ébarbeuses à domicile sont licenciées. Chez Glenzer les travailleurs débrayent une heure par jour sur des revendications de salaires et de conditions de travail.

De nombreuses autres branches sont touchées :

- l'électronique : OHMIC, usine de femmes et de jeunes : 120 licenciements en cours ; TESA, 29 licenciements, horaires réduits à 32 h.
- Fonderie : Sté Générale de Fonderie, 700 ouvriers, 6 semaines chômées depuis le début de l'année, deux semaines par mois.

La première victoire des travailleurs : SICO : tous les licenciements des travailleurs de moins de 60 ans sont annulés. TOUTAIN, 24 licenciements suspendus.

Les travailleurs de Renault doivent s'épauler aux travailleurs en lutte contre le chômage face à la politique de crise de la bourgeoisie.

**VALSTAR : bilan de l'activité des révisionnistes pendant la lutte**

A Valstar (Arcueil) les travailleurs occupaient leur entreprise depuis le 21 février. Pendant six semaines, ils ont tenu bon, occupant jour et nuit par équipe, décidés à vaincre, à obliger leur PDG, Riboud, à maintenir leur emploi sur place. Pourtant leur lutte se termine par un échec : ils n'étaient plus que 27 à occuper, les autres, une centaine, ont renoncé à lutter ; quelques-uns seront reclassés ; la plupart n'auront que leurs indemnités de licenciement, probablement pas les 90 % du salaire pendant un an, car d'après les ouvriers qui occupaient encore « le papier qu'ils ont signé ne parle pas de licenciement économique, mais de fermeture d'usine ».

Comment expliquer cet échec après six semaines d'occupation.

Il y a eu, bien sûr, les manœuvres du patron, Riboud, qui faisait courir des bruits alarmistes sur la fermeture de l'usine depuis plusieurs mois pour décourager les ouvriers, les inciter à chercher du travail ailleurs. Après l'annonce de la fermeture, il promettait 37 reclassements dans la société sur 170 travailleurs, et un emploi en Algérie pour les travailleurs algériens. Mais ce ne sont pas ces manœuvres qui ont fait échouer la lutte : ce que voulaient les travailleurs, c'était aucun licenciement, et ils n'ont pas marché dans les combines de Riboud, du moins pendant six semaines.

Alors pourquoi ont-ils dû renoncer en fin de compte à la lutte ? C'est, avant tout, l'attitude des dirigeants syndicaux qu'on trouve la réponse ! Quelles perspectives laissaient aux travailleurs les révisionnistes dirigeant la CGT. Alors que les travailleurs réclamaient une po-

pularisation active, l'organisation du soutien financier, le durcissement de l'action, les révisionnistes n'ont pris que des initiatives visant clairement à utiliser la lutte de Valstar pour redorer le blason du P-C-F.

C'est Trigon, suppléant de Marchais, député de la circonscription d'Arcueil, qui, à grand renfort de publicité, monte une délégation dans les bureaux de Durafour qui avait autorisé la fermeture de Valstar.

C'est la municipalité révisionniste qui tente d'apparaître comme soutenant la lutte, en offrant aux grévistes une salle de la mairie pour une exposition artistique de soutien à l'occupation et qui leur fournit des repas gratuits.

Mais quelle a été l'attitude des révisionnistes dans la conduite de la lutte, en dehors de ces opérations voulues spectaculaires, en fait à bon marché ?

Ils n'ont rien fait pour déjouer les manœuvres de division de la direction. Ce n'est pas étonnant quand on sait que la CGT accepte les licenciements à condition qu'ils soient suivis de reclassements.

Le soutien financier a également été laissé de côté, or c'est une chose qui compte au bout de six semaines de lutte. Pourtant, les travailleurs avaient envisagé de faire comme à Lip, ainsi que nous le disait l'un d'eux... « Tout est en état pour faire marcher l'usine sans les chefs. On n'a pas besoin de patron pour cela... Vendre de la bière, on y a pensé ; on n'en a pas encore discuté en réunion, mais je crois que les gars seraient d'accord. Mais il faut attendre le feu vert

de la fédération (des syndicats CGT), ils doivent étudier dans quelles conditions c'est possible vis-à-vis des lois et tout ça, ils n'ont pas répondu... »

Ils ont laissé poirir la lutte... Comme Riboud ! laissant sans réponse les suggestions des travailleurs pour faire tourner l'usine, pour populariser la lutte, nouer des contacts avec les autres boîtes occupées.

Dans les tracts ou au cours de la journée « porte ouverte », ce que les révisionnistes faisaient ressortir, ce n'était pas la lutte pour l'emploi qui concerne tous les travailleurs, mais l'intérêt du consommateur identifié à l'intérêt national.

Alors qu'à 500 m de la brasserie, les ouvriers d'AGP Mazarine occupaient leurs ateliers, alors que dans la région de nombreuses entreprises étaient occupées pour empêcher des licenciements, comme à Chauffour, Kléber-Colombes... les révisionnistes n'ont organisé aucune coordination, aucun contact entre ces travailleurs en lutte sur les mêmes revendications.

En laissant la lutte isolée en s'opposant aux initiatives des travailleurs, les dirigeants révisionnistes de la CGT portent l'entière responsabilité de l'échec de la lutte.

Comme l'a montré la lutte des Lip, il ne peut y avoir de lutte victorieuse sans lutter contre la ligne révisionniste. Ce n'est qu'en prenant eux-mêmes la direction de leurs luttes, en combattant le sabotage des révisionnistes que les travailleurs pourront faire aboutir leurs revendications !

# LOGEMENT LES CAPITALISTES IMMOBILIERS RESTAURENT... ... LEURS PROFITS !!

Paris se dépeuple : 360 000 habitants de moins entre 1954 et 1971. Mais cet exode ne touche pas de la même façon les différentes classes sociales. Alors que le nombre de cadres est en augmentation, + 27 % de 1954 à 1968, celui des ouvriers accuse une forte baisse, - 26 %. Ce phénomène tient à plusieurs raisons. Il est la conséquence d'une politique délibérée de la bourgeoisie. Au cours de plusieurs articles, nous en présenterons les différents aspects, les causes et les conséquences : exode industriel, la rénovation, la politique immobilière, le logement à Paris, etc. Cette semaine, nous traitons de la « restauration des logements », politique qu'entend privilégier actuellement le gouvernement, au détriment de la « rénovation ».

En matière de logement et d'urbanisme, comme dans les autres domaines, Giscard d'Estaing veut donner l'impression du changement. Une publicité considérable a répercuté le récent déplacement du conseil des ministres à Evry, la presse a souligné, il y a quelques mois, les prises de position présidentielles en ce qui concerne les Halles : plus d'espaces verts, pas de centre de commerce international comme prévu. L'opération Italie dans le 13<sup>e</sup> arrondissement est aussi remise en cause, il est probable qu'elle comportera moins de tours que prévu. Dans une lettre à Chirac, Giscard demandait que soit mis un frein à la construction de bureaux et que la priorité soit donnée à la restauration sur la rénovation. Ce changement d'orientation Galley, ministre de l'équipement, le formulait ainsi : « Plus que de grands ensembles supplémentaires, nous avons maintenant besoin d'améliorer progressivement nos quartiers traditionnels en restaurant les immeubles qui peuvent l'être... ».

Giscard justifie cette nouvelle orientation par le souci de tenir compte de l'environnement urbain, de l'opposition aux constructions gigantesques, des aspirations des masses à un urbanisme différent. En fait, à l'origine de ces décisions, le respect de la qualité de la vie est pour bien peu de chose. Au moment de l'élection de Giscard,

l'immobilier est au bord de la crise : quantité de logements neufs sont invendus, les acheteurs se font rares. D'après les estimations de la chambre syndicale des agents immobiliers, il faudra au moins 30 mois pour arriver à vendre les immeubles actuellement sur le marché. Les cadres, principaux acheteurs d'appartements, n'en ont même plus les moyens. Actuellement, compte tenu du taux de l'augmentation des prix et du resserrement du crédit, il faut à un ménage, pour pouvoir acheter un appartement, un revenu supérieur de moitié à celui de l'an dernier. Cette situation risquait rapidement d'aboutir à une crise grave, et à des faillites qui auraient éclaboussé certains des politiciens des sphères dirigeantes, c'est ce qu'a voulu éviter Giscard en freinant la construction d'immeubles neufs à Paris, les profits à réaliser étant devenus trop aléatoires, du fait de l'engorgement du marché.

Les opérations de rénovation ne sont pas, pour autant, abandonnées, il y en aura seulement un peu moins, et les requins de l'immobilier sont invités à rechercher les profits dans des opérations de restauration de vieux immeubles.

Par rapport à la rénovation : construction d'immeubles neufs sur d'anciens terrains bâtis, la restauration présente de nombreux avantages. Son coût est nettement inférieur,

puisqu'il suffit de quelques aménagements intérieurs : pose de W.-C., eau courante chaude, et les profits presque immédiats.

La restauration s'applique aux logements antérieurs à 1948, les 9/10 du parc parisien de ce type de logement qui, pour la plupart, ne possèdent aucun élément de confort. Les loyers de ces logements sont réglementés par la loi de 1948 dite de la « surface corrigée » qui astreint les propriétaires à ne réclamer que des loyers relativement modérés, sans commune mesure avec ceux pratiqués dans les appartements neufs, ou munis des éléments de confort. Pour pouvoir fixer librement le prix des loyers qu'ils soutirent, les propriétaires n'ont qu'un moyen : restaurer leurs immeubles, et chasser leurs anciens locataires, pour conclure des baux plus avantageux.

Pour des frais limités, les bénéfices sont considérables : loyer d'un 4 pièces dans un appartement ancien sans confort : 850 F par trimestre ; loyer du même appartement rénové : 1 500 F par mois, cinq fois plus !

Pour empêcher de tels loyers, les propriétaires n'hésitent pas : tous les moyens sont bons pour chasser leurs anciens locataires.

Un vieux locataire : 68 ans, électricien retraité, M. F..., nous raconte : « Ça fait 46 ans que je suis ici, je ne partirai pas... »

Dans son immeuble, sur trente ménages d'anciens locataires, deux seuls sont restés, les autres, en majorité des vieux, n'ont pas résisté aux pressions du propriétaire qui voulait les chasser pour restaurer les appartements.

« Il a proposé de l'argent : moi, il voulait me donner 5 000 F et il disait qu'il allait nous trouver un loge-

ment, ceux qui l'ont cru se sont retrouvés dans des appartements qui ont été démolis l'année d'après, maintenant ils sont à l'hospice. »

Pour faire partir ceux qui refusaient, le propriétaire emploie d'autres moyens :

« En plein hiver, les fenêtres ont été enlevées pendant une semaine. Dans les appartements vides, il a fait des travaux, il y en a qui avait des trous dans leurs plafonds ou dans les murs. »

Un jour, M. F... tombe malade, il est hospitalisé, le propriétaire en profite pour faire les travaux projetés, il déménage tous les meubles qu'il met chez un garde-meubles.

« Quand je suis rentré de l'hôpital, la porte était fracturée, la cuisine était chamboulée, et il y avait des gravats partout. Il avait déjà trouvé un nouveau locataire qui devait emménager la semaine suivante. Si j'étais rentré dix jours après, je les aurais trouvés chez moi. »

M. F... a porté plainte, son meuble est toujours chez le garde-meubles, il couche sur un lit de camp :

« Même s'il aménage mon appartement comme les autres, le propriétaire ne pourra pas me demander comme aux nouveaux locataires, parce que le suis ancien locataire, je n'ai pas le même bail. »

Dans le même quartier, au 117, rue de Crimée, se déroule à peu près le même scénario. Le propriétaire d'un hôtel meublé veut expulser ses « locataires » en majorité immigrés, pour restaurer les logements. Déjà, il a coupé le gaz et il coupe l'électricité le samedi et le dimanche.

Djelloul, ouvrier du bâtiment, nous affirme qu'il est décidé à rester là avec les autres locataires

« Je paye 150 F par mois, je ne peux pas payer plus de 200 F pour un logement, j'ai ma femme et 6 enfants en Algérie à nourrir, alors si je m'en vais, je n'arriverai pas à trouver une chambre à ce prix-là ? »

L'expulsion des travailleurs qui habitent dans les immeubles vétustes, telle est la conséquence de la restauration encouragée par Giscard, ce n'est nullement à ceux qui sont chassés de Paris que profite l'aménagement des vieux appartements, mais uniquement aux requins de l'immobilier.



La politique de la bourgeoisie en matière de logement : rénovation, restauration... pour chasser les travailleurs.

## SANTÉ

# securex, les médecins flics des patrons

Une brochure contre les contrôles médicaux patronaux va paraître incessamment aux Editions « Liaisons directes », 4, rue d'Aligre, 75812 Paris. Elle est réalisée avec l'aide de la section syndicale CGT des Câbles de Lyon - Clichy A, de la section syndicale CFDT de Stein-Industrie (Roubaix) et de la Commission santé et conditions de travail du groupe information santé (G.I.S.). Tirées des éléments rassemblés pour la brochure voici quelques données qui révèlent tout le scandale de cette nouvelle médecine patronale.

Les noms de Securex Sofrap etc., commencent à être de plus en plus connus des travailleurs. Securex Sofrap ce sont ces sociétés qui à la demande de votre patron vous envoient à domicile un médecin chargé non bien sûr de s'inquiéter de votre santé, mais de vous pousser à reprendre le travail si vous êtes en arrêt-maladie ou accident. Ce contrôle « médical » à l'instigation des patrons se développe particulièrement dans certaines régions notamment le Nord, l'Est et la région parisienne. Avec Securex « travaillent » déjà des dizaines d'entreprises parmi lesquelles se trouvent surtout des entreprises de la métallurgie, dont Massey-Ferguson et Peugeot. Le feu vert au recrutement de ces médecins-flics a été donné par le Conseil national de l'Ordre des médecins en mai 1973 en rendant public un contrat-type pour ces contrôles patronaux préparé avec l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (U.I.M.M.).

Les patrons développent indépendamment de la Sécurité Sociale cette nouvelle formule de contrôle « médical » totalement soumis à leurs exigences dans le même temps où ils exigent de la Sécurité Sociale de reconnaître moins que jamais les accidents du travail et les maladies professionnelles qui s'accroissent sans cesse.

Le patronat veut par là combattre ce qu'il appelle « l'absentéisme » des ouvriers et leur payer le moins possible des indemnités journalières complémentaires prévues par les accords de mensualisation, pour les absences-maladie ou accident.

Le médecin envoyé par SECUREX, et payé par notre patron qui vient nous trouver chez nous, cherche à nous intimider pour que vous acceptiez de vous faire examiner par lui. Il s'agit pour lui de faire croire qu'il a une autorité officielle reconnue, pour le faire ! Là tous les moyens sont bons : un médecin envoyé par le patron de Stein-Industrie (Roubaix) n'a pas hésité à se présenter à un ouvrier qui refusait de se laisser examiner comme étant en étroite relation avec la médecine de la caisse de Sécurité Sociale dont dépend l'ouvrier : « Le médecin de la Sécurité Sociale, c'est le docteur X, je le connais bien, on a fait nos études ensemble, un coup de téléphone, et puis c'est tout, on se met d'accord... Le contrôle SECUREX est l'équivalent du contrôle de la Sécurité Sociale ». Le médecin de la Sécurité Sociale (Caisse nationale d'assurance maladie) a dû démentir.

Les patrons font ce chantage : « Si vous ne reprenez pas le travail, je vous supprime vos indemnités compensatrices », donc une bonne partie de la mensualisation. Avec le médecin genre SECUREX, le but est de contraindre les ouvriers à reprendre le travail, contre la décision même du médecin traitant, et même du médecin-conseil de la Sécurité Sociale. (Les accords de mensualisation signés avec les syndicats comportent des clauses suffisamment vagues pour laisser la porte ouverte à de telles pratiques : le terme « contre-visite » y est utilisé sans préciser qu'il ne peut s'agir que des seules contre-visites effectuées par la Sécurité Sociale.)

Cette pression patronale est effectuée au mépris total des conséquences que la reprise du travail peut avoir sur la santé de l'ouvrier. Exemple : le 8 octobre 1973, le patron de Stein-Industrie adressait la lettre suivante à un ouvrier : « Le lundi 8 octobre, à 8 h 15, notre médecin-contrôleur s'est présenté chez vous pour la troisième fois ; vous avez alors expressément refusé de vous prêter à la contre-visite que nous lui avions demandé d'effectuer. En conséquence... je cesse de vous verser à compter d'aujourd'hui les indemnités complémentaires de maladie ». Or, après examen le 9 octobre, le médecin de la Sécurité Sociale indiquait que vu son état de santé, l'ouvrier concerné ne devait reprendre le travail que le 22 octobre au plus tôt.

Les médecins SECUREX et autres sociétés du genre, doivent être totalement dévoués aux intérêts patronaux. Dans les dossiers que la SECUREX fait remplir à ses « médecins-contrôleurs », ceux-ci doivent répondre en particulier à ces questions : « L'absence pour cause de maladie est-elle justifiée... Si non, quel est le motif exact. La durée de l'incapacité fixée par le médecin traitant est-elle normale... ». Le dossier que SECUREX retourne à l'employeur indique notamment (point 8) : « L'absence de votre travailleur n'était pas justifiée pour raison de maladie. Le motif réel est le suivant... ». Un ancien médecin de SECUREX a expliqué : « Lorsque l'adresse de l'ouvrier à contrôler nous est communiquée par le patron, pour créer à priori une atmosphère de « suspicion », soi-disant « tire au flanc systématique », elle est accompagnée de multiples détails tels que : « Curieux, celui-ci s'arrête tous les ans à la même époque » ou « curieux, ces 2 ouvriers du même atelier sont malades en même temps ».

Le travail de flic exigé des médecins est ici évident. Les renseignements que le « médecin-contrôleur » doit ramener de sa visite chez le travailleur en arrêt maladie ou accident sont vraiment de tous ordres. Ça va des renseignements du genre : « il y avait chez lui de nombreuses vaiselles sales » (sous-entendu : il a eu des invités), à des renseignements plus précis. Un ancien médecin de SECUREX explique : « Il m'a été demandé d'aller

essayer avec ma carte de médecin d'obtenir la nouvelle adresse d'un travailleur que la gardienne de son ancien immeuble avait refusé de donner à la secrétaire de l'entreprise ». Avec ses contrôles médicaux, le patronat veut faire oublier que l'absentéisme ne fait que traduire la détérioration des conditions de travail à laquelle s'ajoute la détérioration des conditions de vie en général... les accidents de travail se multiplient (1 028 325 en 1968, 1 125 134 en 1972) avec les morts en conséquence (2 038 en 1968, 2 406 en 1972). L'arrêt de travail est aussi le moyen d'échapper individuellement à la mort car l'état de fatigue généralisé de plus en plus fréquent est souvent à l'origine d'un accident parfois mortel, souvent grave (on ne compte plus par exemple les doigts coupés).

Pour refuser les contrôles médicaux patronaux qui accentuent la dégradation des conditions d'existence, les travailleurs ont engagé des luttes, des grèves, comme à Wallaert, entreprise de filature-torderie à Lille où à la CFI (juin 74).

De nombreux médecins refusent de plus en plus le rôle qu'on veut leur faire jouer. Ils mettent en cause ces nouveaux contrôles qui aboutiraient à généraliser un système médical du type de celui existant dans les mines ; plus profondément aussi ils remettent en cause la médecine bourgeoise pour le profit, à laquelle n'échappe pas la médecine de la Sécurité sociale.

# JEUNESSE Pour lutter contre l'école capitaliste

## CONSTRUISONS L'UNION COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**POUR PORTER LA LUTTE CONTRE L'ÉCOLE CAPITALISTE CONSTRUISONS L'UCRJ A UN STADE SUPERIEUR**

L'exigence la plus affirmée du mouvement de la jeunesse scolaire, c'est de sortir du caractère répétitif des mobilisations périodiques, en fin de compte défensives, pour devenir durable, permanent, organisé. Parvenue à un certain stade de développement, la contestation dans les CET et lycées se trouve, en effet, régulièrement en difficulté. Capable pourtant d'imposer à la bourgeoisie des reculs (hier Fontanet, aujourd'hui report du projet Haby à septembre), elle ne parvient pas à capitaliser les acquis, doit chaque année franchir les mêmes obstacles pour s'organiser et s'affirmer. En son sein même, les expériences progressent de façon inégale, les axes de lutte et la portée politique des actions entreprises restent assez largement hétéroclites. Tout se passe comme si le mouvement de la jeunesse scolaire ne trouvait aucune justification, aucune raison de se développer en dehors des moments où la bourgeoisie impulse une réforme, prend des mesures répressives, etc.

Les points faibles d'un tel mouvement apparaissent clairement si l'on songe :

1) Que la bourgeoisie, au lieu d'avancer un projet global de réforme contre lequel se polarisent régulièrement les résistances, peut très bien, dans l'avenir tenter de le faire passer morceau par morceau. (Soisson.)

2) Que l'organisation des études, telle qu'elle est en train de se mettre en place petit à petit — (fractionnement des étapes et à chaque étape son examen) —, en plaçant les élèves devant la nécessité d'un bachotage permanent rendra dans l'avenir très difficile les formes classiques de la lutte contre l'école (grandes grèves, années où l'on « peut se permettre de discuter », etc.). Cela est attesté aujourd'hui par exemple par la faible participation au combat anti-Haby des classes terminales dans les lycées.

Ainsi, toute tentative pour penser la structuration de ce mouvement sans examiner les conditions d'en-

semble de la lutte politique aiguë que reflètent ces faiblesses, serait vaine. S'efforcer à la manière des trotskistes de trouver des gadgets mobilisateurs pour éviter que la lutte s'effondre plus vite qu'elle ne s'est développée, c'est croire qu'on peut commettre sans cesse les mêmes erreurs sans qu'à terme le mouvement n'en subisse les conséquences. C'est réduire la lutte entre les aspirations révolutionnaires des jeunes à l'école et l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes à un simple problème d'organisation. D'ailleurs, à tous ces petits groupes sectaires qui disent aux jeunes « il faut s'organiser », ces derniers répondent aujourd'hui « oui, mais pour quoi faire ? ».

### LE MOUVEMENT A BESOIN D'UNE AVANT-GARDE RÉVOLUTIONNAIRE

#### ● POUR S'AFFIRMER EN TANT QUE FORCE POLITIQUE :

En raison de la richesse des questions qu'il pose, le mouvement de la jeunesse scolaire ne saurait se contenter d'une situation où sa place dans le combat d'ensemble est encore marginale, où la classe ouvrière ne l'a pas encore reconnu comme une force qui compte, parce qu'au fil des années elle n'en a pas perçu la progression.

L'organisation communiste de la jeunesse s'affirme ainsi comme le moyen privilégié par lequel, au fil des générations nouvelles l'expérience acquise dans la lutte est répertoriée, synthétisée sans cesse, réutilisée dans la pratique avec une efficacité chaque fois plus grande. Elle est l'instrument politique par lequel peut progresser année après année, le mouvement de la jeunesse contre l'école. C'est ainsi seulement que sera balayé ce sophisme dont les révisionnistes font un si grand usage pour théoriser leur impuissance : « les jeunes font des erreurs, inévitablement, parce qu'ils sont jeunes ».

#### ● POUR « SERVIR LE PEUPLE »

Par sa propre expérience, le mouvement de la jeunesse scolaire s'est persuadé qu'il n'y a pas de solution en dehors de la lutte pour la destruction du système capitaliste. Une telle conclusion s'impose effec-

tivement, lorsque touchant à la question de l'école, on est amené à envisager les causes de la division sociale du travail, la hiérarchie, le découpage des classes, la formation professionnelle et l'organisation de la production, etc. De même, l'idée que seule la classe ouvrière peut diriger la lutte pour imposer un autre type de société a largement fait son chemin. Cependant, jusqu'à présent, la jeunesse n'en a pas perçu les implications politiques pour son propre combat. La question d'une force nationale, disposant d'un point de vue clair sur la démarche à suivre pour unir les deux mouvements en une seule force révolutionnaire, se trouve ainsi posée et ce, d'une façon de plus en plus consciente par le développement de la lutte elle-même et ses limites propres. Sa tâche centrale, c'est de faire comprendre aux jeunes, dès l'école, que chaque pas accompli dans la voie d'une unité plus grande avec les masses construit en soi la possibilité d'une réponse plus ap-

profonde aux questions qu'ils se posent eux-mêmes — scolarisation, armée, famille... L'idéologie de Servir le Peuple (qui n'est nullement réductible de ce fait au seul thème de soutien aux luttes du peuple) doit donc sans cesse s'affirmer en une opposition radicale.

1) Aux formes mêmes revêtues par l'école capitaliste qui s'oppose au contact des jeunes avec les masses, leur lutte, etc.

2) A tout le fatras révisionniste et trotskiste qui isole les luttes des jeunes du combat propre du prolétariat pour la révolution (F.R. 150).

C'est dans la lutte que se construit, dès à présent, l'avant-garde révolutionnaire de la jeunesse.

La capacité de l'organisation communiste à se développer en tant que force dirigeante, dépend évidemment de la façon dont elle conçoit sa liaison avec la jeunesse. Les propositions qu'elle fait doivent apparaître, à chaque instant, comme

la réponse juste aux questions effectivement posées par le mouvement. De même, la construction de son point de vue s'effectue en relation étroite avec l'expérience accumulée par les jeunes eux-mêmes.

Aujourd'hui, la tâche des jeunes ML dans la lutte de la jeunesse scolaire, c'est de développer parce que c'est une de ses exigences, l'idée qu'il faut porter dans les masses la question de l'école capitaliste.

C'est d'impulser la mobilisation massive pour la satisfaction des revendications et, notamment, celles qui permettront de les associer très largement à la bataille, non seulement contre la réforme Haby, mais contre tous les aspects de la domination de la bourgeoisie sur l'appareil scolaire (liberté d'expression, droit de réunion, etc.).

EN AVANT POUR LA CONSTRUCTION DE L'UNION COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE !



## TONG PI WOU, membre fondateur du Parti Communiste Chinois est mort

Le 2 avril 1975 le Comité Central du Parti Communiste Chinois et le Comité Permanent de l'Assemblée Populaire Nationale de la République Populaire de Chine ont annoncé la mort du camarade Tong Pi Wou, membre du Comité Central du PCC, du Comité Permanent du Bureau Politique du Comité Central du PCC et Vice-Président du Comité Permanent de l'Assemblée Populaire Nationale.

Avec lui, c'est la disparition d'un grand combattant révolutionnaire, qui consacra sa vie entière à la Révolution et au peuple chinois que nous regrettons... En effet, dès son plus jeune âge, Tong Pi Wou développa un travail révolutionnaire, particulièrement dans la jeunesse intellectuelle dès 1901. Après la chute de l'Empire en 1911, il poursuit ce travail et c'est avec déjà une solide expérience de combat qu'il participe en 1921 au Congrès de Fondation du PCC comme représentant du Hupei.

Au cours de la longue lutte révolutionnaire qui devait mener le PCC à la victoire en 1949, Tong Pi Wou se distingua comme un membre d'élite du PCC. Il développa un large travail d'organisation des masses paysannes durant la guerre civile révolutionnaire. Pendant la guerre de résistance contre le Japon, appliquant la juste politique du PCC concernant le Front Uni Anti-japonais, il travailla au renforcement de ce Front qui devait permettre au peuple chinois d'écraser l'agression fasciste.

Animé d'un grand esprit révolutionnaire, il devient vice-premier ministre du gouvernement lors de la fondation de la République Populaire de Chine. Grand dirigeant du Parti et de l'État, lors de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, à la suite de la lutte impulsée par le PCC pour dénoncer et combattre le révisionnisme et les tentatives de restauration du capitalisme, Tong Pi Wou devient Président de la République Populaire de Chine par intérim. Poursuivant inlassablement le combat, pour l'édification du socialisme en Chine, au côté du peuple chinois, il devient membre du Comité Per-

manent du Bureau Politique du Comité Central du PCC. Lors du X<sup>e</sup> Congrès du PCC en 1973, Congrès qui affirma la continuation de la révolution culturelle et de la lutte contre le révisionnisme et impulsa le grand mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius.

Sa mort, à l'âge de 90 ans, est une grande perte pour le PCC et pour le peuple chinois. Nous saluons la mémoire de ce grand révolutionnaire qui restera un exemple pour les militants révolutionnaires du monde entier.

#### Message

Le Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire (Marxiste-Léniniste) présente ses condoléances au Comité Central du Parti Communiste Chinois et au peuple chinois à la suite de la mort du grand dirigeant révolutionnaire Tong Pi Wou.

Sa vie, tout entière consacrée à la révolution et au service du peuple chinois, restera un exemple pour les militants révolutionnaires de notre pays.

Nous savons que le peuple chinois, douloureusement touché par cette disparition, honorera sa mémoire en poursuivant inlassablement l'édification du socialisme sous la direction du PCC, ayant à sa tête le Président Mao Tse Toung, apportant ainsi une contribution inestimable à la révolution mondiale.

Nous saluons la mémoire de ce grand militant révolutionnaire, membre fondateur du Parti Communiste Chinois, membre du Comité Central du PCC, du Comité Permanent du Bureau Politique du PCC et Vice-Président du Comité Permanent de l'Assemblée Populaire Nationale et nous assurons le peuple chinois et son Parti, le PCC, de notre sympathie militante.

Le Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire (Marxiste-Léniniste).

## demandez, lisez, diffusez les brochures des Comités Indochine - Palestine

### DOSSIERS MOYEN-ORIENT

- N° 1 : Oman - Golfe Arabe, la guerre du peuple est invincible, 3 F.  
N° 2 : Pour la Palestine démocratique.  
La résistance dans les camps des réfugiés Liban 1973-1974, 5 F.

### DOSSIERS PEUPLES EN LUTTE

- N° 1 : Janvier 1975 - Eléments sur la situation au Sud-Vietnam, 2 F.  
N° 2 : L'impérialisme français au Gabon, 2 F.  
N° 3 : 23 Mars 1975 : 5 années de victoires pour le peuple cambodgien, 2 F.

### AUTRES BROCHURES

- Octobre 1973 : La guerre du Moyen-Orient.  
Révolution jusqu'à la victoire — communiqué politique de la GLPS.  
Peuples des colonies, peuples du Portugal, même ennemi, même combat, 1,50 F.

Lisez et diffusez « Peuples en Lutte », bulletin des C.I.P.  
Passer vos commandes à : Peuples en Lutte - BP 9510, 75462 PARIS CEDEX 10, CCP Peuples en Lutte 34-425-30 La Source (ajouter 20 % du prix de la commande pour le port).

**abonnez vous**

**FRONT ROUGE  
CCP 31 191 14  
LA SOURCE**

**POUR LA FRANCE**  
pli normal 1 an 80 F  
3 mois 20 F  
pli fermé 1 an 160 F

**POUR L'ÉTRANGER**  
écrire au journal qui  
fournira le tarif

**DEMANDE DE CONTACT  
AVEC LE P.C.R. (ml)**

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....



## LIÉVIN : après le succès du Tribunal Populaire, la Commission Populaire précise son travail

Liévin, deux semaines sont passées depuis la tenue du Tribunal Populaire.

Aujourd'hui, les mineurs rendus confiants par le succès de l'initiative, envisagent les moyens de la lutte contre les Houillères, contre l'exploitation capitaliste : oui, la lutte est possible ! C'est ce qui ressort clairement pour les mineurs qui sont allés au Tribunal, qui ont pu mesurer la solidarité que toute la classe ouvrière et les mineurs des autres bassins étaient venus leur apporter. La mise en accusation par des mineurs eux-mêmes des Houillères sur « l'accident » des 42, sur la silicose..., l'affirmation de notre Parti de la nécessité de conserver les mines, moyen décisif pour les ressources énergétiques de la France socialiste, c'est tout cela que les mineurs qui sont allés au Tribunal mettent en avant aujourd'hui auprès de leurs camarades au fond, dans les corons, pour débattre avec eux des moyens d'engager la lutte.

C'est pour cela que l'action du Tribunal va aujourd'hui au-delà des mineurs présents le jour de sa tenue.

Les succès du Tribunal, et ses conséquences, cela n'a évidemment pas été du goût des révisionnistes du P-C-F et des « socialistes », du P-S qui, depuis la mort des 42, ne s'étaient guère manifestés si ce n'est pour décourager les mineurs de se mobiliser et de réclamer vengeance pour leurs camarades. Les mineurs ont été particulièrement révoltés par l'attaque en règle contre le Tribunal Populaire et la Commission d'Enquête, attaque lancée dans « L'avenir de Liévin », le journal de Darras, maire de la ville (cf. FR. n° 150, p. 4). Voilà qui a contribué à éclairer de nombreux mineurs qui ont pu voter pour lui sur la nature réelle de cet individu et du parti qu'il représente : les attaques hystériques contre les mineurs de la Commission Populaire d'Enquête les jugent ! Quant aux révisionnistes du P-C-F qui s'étaient manifestés lors de la préparation du Tribunal par un communiqué dénonçant la Commission et appelant les mineurs à se détourner de ses initiatives, on a vu avec quel succès ! Ils sont bien en peine d'imaginer un moyen pour détourner les mineurs de l'intérêt qu'ils portent à la Commission Populaire d'Enquête.

Parce que les mineurs de la Commission sont fermement décidés à poursuivre la lutte et à élargir ses bases ! Les perspectives ne manquent pas :

— Il s'agit d'abord de poursuivre la lutte pour la sécurité au fond, contre le salaire au rendement.

Il ne suffit pas de rester vigilants sur les conclusions de l'enquête officielle qui devront être bientôt déposées. Il faut organiser la lutte quotidiennement sur le front de la sécurité. Les Houillères savent bien qu'aujourd'hui les mineurs sont mobilisés pour surveiller cette question.

Aussi il semble que la politique et les investissements de sécurité prévus pour la relance aient été sérieusement revus en hausse depuis la catastrophe : les descentes de matériel se poursuivent et les aménagements de sécurité : à la fosse 4, de nombreux coffrets électriques sont mis à la terre, tandis que les toiles barrant les voies ferrées temporairement sont plâtrées alors qu'elles ne l'étaient pas auparavant... La responsabilité des Houillères dans la catastrophe de Liévin est maintenant très largement connue et tout est fait pour tenter de redonner l'illusion qu'il y a de la sécurité. Mais, malgré ces mesures, la lutte pour la sécurité reste à l'ordre du jour.

Il faudra être capables d'engager des actions pour imposer la sécurité au fond.

— Il s'agit d'élargir la lutte sur des points qui ont été clairement mis en évidence lors du Tribunal Populaire comme étant un front de lutte important contre l'oppression des Houillères. Il s'agit des questions du logement, du charbon auquel a droit le mineur, et particulièrement de la question de la santé. Les mineurs

doivent s'organiser sur ce front-là, pour ne pas se heurter de manière individuelle à l'arbitraire des gardes des Houillères, des médecins des Houillères... Déjà, des demandes ont été transmises à la Commission par des mineurs, des familles de mineurs qui réclament que la lutte s'engage sur ce front, particulièrement sur la question de la silicose. C'est ce qui commence à être fait.

— Enfin, dans le cadre de la poursuite du travail amorcé, lors des colloques du matin le jour du Tribunal en liaison avec les autres branches d'industries, sur les accidents du travail et les maladies professionnelles..., la Commission Populaire compte développer les contacts qui ont été noués avec des travailleurs d'autres corporations, avec des travailleurs d'autres milieux hospitaliers, des médecins progressistes... l'objectif est la tenue dans un délai assez rapproché de véritables assises sur la santé pour démasquer largement en quoi le capital détériore quotidiennement l'état de santé des travailleurs, ne les guérit pas, tout au plus les répare, en quoi l'extension de ce phénomène est particulièrement caractéristique de nos jours. C'est sur ces bases qu'aujourd'hui le travail s'élargit à Liévin et doit se consolider.

### A LIÉVIN LA LUTTE CONTINUE !

Pour tous contacts avec la Commission Populaire d'Enquête, écrire toujours à :

Martine BARROSO,  
Cité Rollencourt, 62800 LIEVIN.



Le 22 mars à Fosse 3 de Lens.

## FAULQUEMONT : après le Tribunal Populaire

Dans le bus, le 22 au soir, les camarades mineurs de Faulquemont faisaient le point avec enthousiasme : « Comment faire connaître partout ce qui s'est dit, ce que nous avons fait ensemble contre les Houillères, les exploiters. Il faut que les camarades des puits sachent que toute une salle de travailleurs, de syndicalistes, de jeunes, avec la Commission Populaire, avec le PCR, ont crié : « Faulquemont vivra ! ». Et dès le retour à Faulquemont, dans les cités, au café... autour d'eux, les camarades présents au Tribunal Populaire faisaient regretter à bien d'autres de n'avoir pu y être. La confiance s'est renforcée dans notre Parti, son travail aussi. Les mineurs marxistes-léninistes de Faulquemont témoignent aujourd'hui : Liévin, c'est un pas en avant qui rend encore plus confiant dans la lutte et dans notre avenir de mineurs ». La silicose que la TV a voulu ignorer dans son émission sur les mines l'autre soir, les camarades la connaissent et, comme ils en souffrent, après l'avoir dénoncée à Liévin, ils vont la combattre en attaquant les Houillères à nouveau. Un tract de la cellule Marcel Portha (du nom d'un mineur tué à Faulquemont par les tirés de Liévin doivent être discutés encore. Avec ce soutien, comme

les mineurs silicosés actifs et retraités de Bruay, des mineurs vont monter une section de l'Association de Défense des Silicosés dont la création a été annoncée lors du Tribunal Populaire. Un dynamisme accru anime nos camarades mineurs qui ont, après Liévin, des arguments de plus pour convaincre ceux que l'échec de 71 et la dure lutte de l'automne ont éprouvés. On parle aujourd'hui de rouvrir notre puits et même Sainte-Fontaine en 78 et celui-là, c'est le plus grisouteux. Alors nous voulons que les puits vivent, nous voulons avoir du travail pour nous et nos gosses sur place. Mais attention : nous ne nous laisserons pas envoyer à la mort comme ça. Pas de réouverture à la sauvette. Liévin ça suffit, on veut imposer nazis), des mineurs du PCR répondent cette semaine aux mensonges des Houillères et de leurs agents FO et CFTC, dénoncent le silence de Blondeau (CGT) sur la silicose et le salaire au rendement (qui tue tous les mois à Merlebach !). Avec des femmes de mineurs, des hospitaliers, les dossiers santé-sécurité notre sécurité. Pour les mineurs, une autre vie est possible, avec au bout autre chose que le poumon raidi et la mort à petit feu. C'est du choix du socialisme, d'une énergie et d'une production dont soient

maîtres ceux qui l'arrachent à la terre, après le compte rendu de Liévin, certains mineurs commenceront à discuter largement dans les cités où « Front Rouge » est diffusé : « Il ne faut pas en rester là, on a besoin d'accuser encore plus l'organisation capitaliste de notre santé, de notre sécurité, et la remettre en cause à fond », disait un vétéran ancien responsable du P-C-F de Faulquemont de retour du Tribunal Populaire.

### METZ

Un jeune camarade d'un comité « servir le peuple » nous a confié combien lui paraissait plus claires et enthousiasmantes les tâches de son organisation dans le soutien au Tribunal. « Dans notre région, rien qu'à Sacilor, il y a 7 morts depuis le début de l'année. Il va falloir aller à Davum, à la SNCF, aider les camarades à faire connaître les résultats du Tribunal : se battre aussi à la fac et monter aux étudiants leur place aux côtés de la classe ouvrière pour en finir avec ce monde d'assassins capitalistes : de nouveaux camarades le feront avec moi lorsqu'ils sauront ce que nous avons vu et fait ensemble contre les Houillères et contre toute la bourgeoisie. »

## Dossiers de l'écran : pas de mineurs à l'émission sur les mines

Mardi soir, à la télévision, les « Dossiers de l'écran » présentaient un débat sur les mines. Y participaient notamment Gardent, directeur général des Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais, Arnouil, ingénieur en chef des mines, Delannoy, responsable du CERCHAR (Centre d'Etudes et de Recherches des Charbonnages), Achille Blondeau, secrétaire du syndicat CGT des mineurs, Bergamini, responsables des mineurs CFTD, Delelis, maire de Lens, etc. Les principaux intéressés, les mineurs n'avaient pas été invités. La Commission Populaire d'Enquête, seule à avoir donné publiquement le point de vue des mineurs sur les véritables causes de la catastrophe de Liévin avait été éliminée d'office du débat.

Débat, si l'on peut dire. Chaque fois que les représentants des Houillères évoquaient la catastrophe au cours de l'émission, ce fut pour faire oublier le manque de sécurité, le profit avant tout, causes des accidents.

On vit ainsi le directeur général des Houillères, visiblement content de lui, partir dans de grands développements sur le thème : « Ce ne sont pas les coups de grisou qui sont les plus mauvais, ce sont les éboulements », une façon comme une autre de faire dévier le débat pour passer sous silence les causes de l'accident. Le directeur en vient vite à ce qui est l'explication favorite de ces messieurs : les responsables, ce sont les mineurs ! « C'est le facteur habitude, a déclaré Gardent, qui est responsable des accidents... et le manque de discipline des mineurs depuis 1968 ». Soyons plus durs avec les mineurs, ça ira mieux ! Arnouil, ingénieur en chef, n'y a pas été non plus avec le dos de la cuillère. Pour lui, si 42 mineurs ont été tués le 27 décembre, après cinq jours de repos, c'est parce qu'« au lendemain des week-ends, le mineur oublie qu'il travaille dans un milieu hostile ».

Que la sécurité des hommes au fond de la mine soit le dernier de leur souci, pour ces gens-là, ça n'a rien à voir avec les accidents. Gar-

dent nous indique au détour de la conversation que sur un effectif de 600 au Cerchar seulement 150, tout au plus, s'occupent des questions de sécurité pour l'ensemble des mineurs de France, mais c'est sans importance ? Delannoy du Cerchar nous parle des dérogations au règlement général (dérogations incensurables qui renforcent l'insécurité), mais c'est sans importance ? D'après lui, ces dérogations sont seulement des « adaptations normales aux conditions modernes ».

Au contraire, selon Delannoy, tout va bien pour les mineurs : sur question de silicose, il parle de pneumoconiose ou d'autres noms compliqués, il évoque d'autres maladies : bronchite chronique, emphysème, pour faire oublier les ravages grandissants de la silicose qui tue en France trois mineurs par jour, à cause des conditions de travail imposées.

Dans l'ensemble, sur les causes de la mort des 42, les participants au « débat » se sont bornés à indiquer : « On ne peut se substituer à l'enquête... nous nous interrogeons. »

Seul Blondeau de la CGT a contredit sur certains points les affirmations des Houillères en reprenant, par endroits mot pour mot, les conclusions de l'enquête rendues publiques au Tribunal Populaire de Liévin, le 22 mars dernier. Mais, de telles déclarations d'un soir, sur le petit écran, sont contredites totalement par les propres agissements de Blondeau et de ses collègues de la direction de la CGT qui ont essayé, jusqu'à la dernière minute, d'empêcher la tenue du Tribunal Populaire (cf. communiqué CGT des mines dans les journaux), qui ont tout fait depuis trois mois pour empêcher la mobilisation des mineurs contre leurs exploiters. Blondeau, conformément à la ligne de la confédération CGT, n'a rien dit contre le salaire au rendement, n'a rien dit sur les moyens de lutter contre la silicose.

Ceci marque bien le cadre du débat de l'autre soir : un débat feutré entre gens complices, contre l'intérêt des mineurs.

## Ce qu'en a pensé un mineur de Liévin (interview)

La colère est grande dans le Bassin, après l'émission TV « Les dossiers de l'écran » sur les Mines : ainsi ce témoignage d'un mineur retraité, 35 ans de fond, 45 % de silicose, que nous avons rencontré chez lui immobilisé depuis 3 semaines par une bronchite (« silicosique »).

Qu'as-tu pensé du débat ?

Gardent les a amusés à longueur d'émission les 3/4 du temps c'est lui qui parlait de détails techniques évitant toujours de parler de ce qui est néfaste pour les mineurs. Gardent à la TV et Gardent quand il passe au fond ça fait 2 hommes. C'est un vrai fasciste ! J'ai eu à faire à lui à Liévin à la fosse 5 de Calonne : dans ce quartier tout était compté, les prix étaient faits pour que l'ouvrier ne gagne pas le tiers de ce qu'il aurait dû gagner ; pour lui, le rendement était calculé à la seconde ; d'ailleurs pour arriver à la place qu'il a aujourd'hui, il a fallu qu'il en lisse... et ces mensonges sur les 2 500 F par mois, où a-t-il été les chercher ? Personne ne lui a demandé ce qu'il gagnait lui !

Le moindre respect c'était d'inviter un mineur, une veuve, un silicosé. Ils font rire quand ils parlent de pneumoconiose et quand ils disent que la silicose a presque complètement disparu et que les mineurs vivent jusqu'à 64 ans. De qui parlent-ils ? De quelques malheureux qui sont obligés de rester à leur fenêtre 10-12 ans et qui meurent à petit feu. Moi, tous mes copains sont au cimetière. Il y a une chose qu'il faut qu'il sache, quand

on est reconnu même à partir de 30 ans on sait qu'on ne s'en sortira jamais. Pourquoi ne les envoient-ils pas dans un sanatorium au lieu de continuer à les envoyer au fond.

La CFTC, le Bergamini, il a donné un bon coup de main à Gardent. Ça n'était pas pour rien qu'il était assis à sa droite : on l'a encore vu hier à la TV et c'est certain qu'on va encore le revoir. Il y en a qui essaient d'être plus pudiques mais lui c'est un vendu avoué.

L'ingénieur du Service des Mines ce qu'il a dit sur les lendemains de week-end, sûrement que Gardent lui a fait signe de s'arrêter... car c'était trop gros... s'il y a des débats comme ça pour nous revaloriser, on n'est pas fauchés.

Et le film ?

Il a au moins le mérite de faire voir la solidarité entre ouvriers. Il en faudrait plus à la TV. Il faudrait qu'ils viennent tourner la vie du mineur ici. Le prendre du début jusqu'à la fin. Au moins ceux qui n'y sont pas, verraient ce qui se passe ici. Ils font des feuilletons en 14-15 épisodes qui sont des idioties. Ici ils peuvent en faire 50 épisodes, ça sera jamais la même chose et ça sera vrai... Filmer comment on est soigné, comment on vit dans les corons... Il faut filmer ce qui est vrai et pas forcément sur les mineurs : sur les maçons, les femmes qui travaillent à l'usine et qui, elles aussi, ne sont pas mieux loties que nous.